Article 31 du Règlement

que le gouvernement crée de toute urgence un programme national de garderies.

* * *

LE SÉNAT

M. Bill Casey (Cumberland—Colchester): Monsieur le Président, le conflit entre la Chambre des communes et le Sénat choque mes électeurs, comme tous les Canadiens, j'imagine, et les laisse perplexes.

Il faudrait qu'ils se rendent compte que le débat n'a rien à voir avec l'objet ou la qualité des projets de loi qui tardent à être adoptés, comme la modification du régime d'assurance-chômage que prévoit le projet de loi C-21, la réimposition des grandes sociétés prévue dans le projet de loi C-28 ou, bien sûr, la TPS sur laquelle porte le projet de loi C-62. Pas du tout. C'est une question de politique pure et simple.

Vers la fin des années 70, le gouvernement libéral a proposé par deux fois des modifications au régime d'assurance-chômage et le Sénat libéral les a adoptées en une journée. Aujourd'hui, cela fait plus de 205 jours que les modifications proposées par les Conservateurs sont bloquées au Sénat et rien ne laisse espérer un déblocage imminent.

Entre 1980 et 1984, un seul projet de loi a été bloqué au Sénat durant plus d'un mois et ce, tous les deux ans. Par contre, ces deux dernières années, 23 projets de loi ont passé plus d'un mois au Sénat, certains plus de 200 jours.

Ne vous y trompez pas. Ce n'est que de la politiciaille. Pas étonnant que les Canadiens soient si déçus de leurs politiciens.

* * *

• (1410)

[Français]

LE DÉCÈS DE M^{ME} ALICE PARIZEAU

M. Gilles Duceppe (Laurier—Sainte-Marie): Monsieur le Président, je voudrais souligner en cette Chambre le départ d'une grande Québécoise, M^{me} Alice Parizeau.

M^{me} Parizeau nous quitte à l'âge de 60 ans, laissant derrière elle une impressionnante oeuvre littéraire: oeuvre de fiction, oeuvre scientifique en faveur des enfants de ce monde qui en ont bien besoin comme nous le rappelle la tenue du Premier sommet mondial de l'enfance, oeuvre engagée dans la démarche du peuple québécois vers sa souveraineté tout comme envers les siens, ceux de sa Pologne natale où elle connut la résistance et

l'emprisonnement dans un camp nazi d'où elle fut libérée en 1945.

Alice Parizeau a toujours oeuvré dans le Comité d'aide à la Pologne pour améliorer le sort de ses compatriotes.

La communauté polonaise, en reconnaissance des services de cette grande Québécoise, sera représentée à ses funérailles demain par le président du Congrès canadien polonais, M. Georges Rawiez.

Le Québec est en deuil de cette grande dame, de cette grande écrivaine, de cette grande Québécoise. Témoin privilégiée du Québec moderne par ses oeuvres autant que par son engagement, elle symbolise très bien l'ouverture, le dynamisme et la confiance d'aujourd'hui.

Pour ceux et celles dans cette Chambre qui voudraient se joindre à nous pour témoigner de leurs sympathies, une contribution au Fonds Borowa Wies est suggérée.

Borowa Wies est une petite localité polonaise près de Katowice où est en train d'être aménagé un lieu de réadaptation pour une centaine d'enfants et de jeunes handicapés qui s'adonneront à des travaux de ferme.

Nul ne s'étonnera qu'Alice Parizeau ait pensé à la Pologne au-delà de la mort.

* * *

LE SÉNAT

M. Guy Saint-Julien (Abitibi): Monsieur le Président, le 4 juin dernier, ici même à la Chambre, le député de York-Centre soulignait «qu'il n'existait pas de source d'insatisfaction plus grande que celle générée par le rôle que confère la Constitution au Sénat».

Il disait également: «Il ne me plaît guère de l'admettre, mais les Libéraux ont été battus aux dernières élections. La démocratie est notre principe fondamental. Nous devons nous soumettre à la volonté du peuple. Même contrôlé par la majorité libérale, le Sénat doit respecter la décision des Canadiens aux dernières élections».

Monsieur le Président, qu'attend-il pour l'expliquer à son chef et aux matraqueurs de la démocratie au Sénat?

* * *

[Traduction]

LE LOGEMENT

M. Joe Fontana (London—Est): Monsieur le Président, la pénurie de logements abordables au Canada oblige plus de 600 000 ménages à consacrer plus de la moitié de leur revenu à leur loyer. Par suite du refus du gouvernement d'encourager la construction de logements aborda-